



**GOMETZ-LA-VILLE**

Place de la Mairie  
91400 GOMETZ-LA-VILLE

# PLU

## Plan Local d'Urbanisme

### 8.1

### ANNEXES DIVERSES

*- Pièces écrites -*



Document arrêté en Conseil Municipal le 13 décembre 2018



# SOMMAIRE

---

**1 ZAC de Brionne**

---

**2 Classement des infrastructures terrestres génératrices de nuisances sonores**

---

**3 Droit de Préemption Urbain**

---

**4 Cheminements inscrits au PDIPR départemental**

---

**5 Recensement Parcellaire Graphique des exploitations agricoles**

---

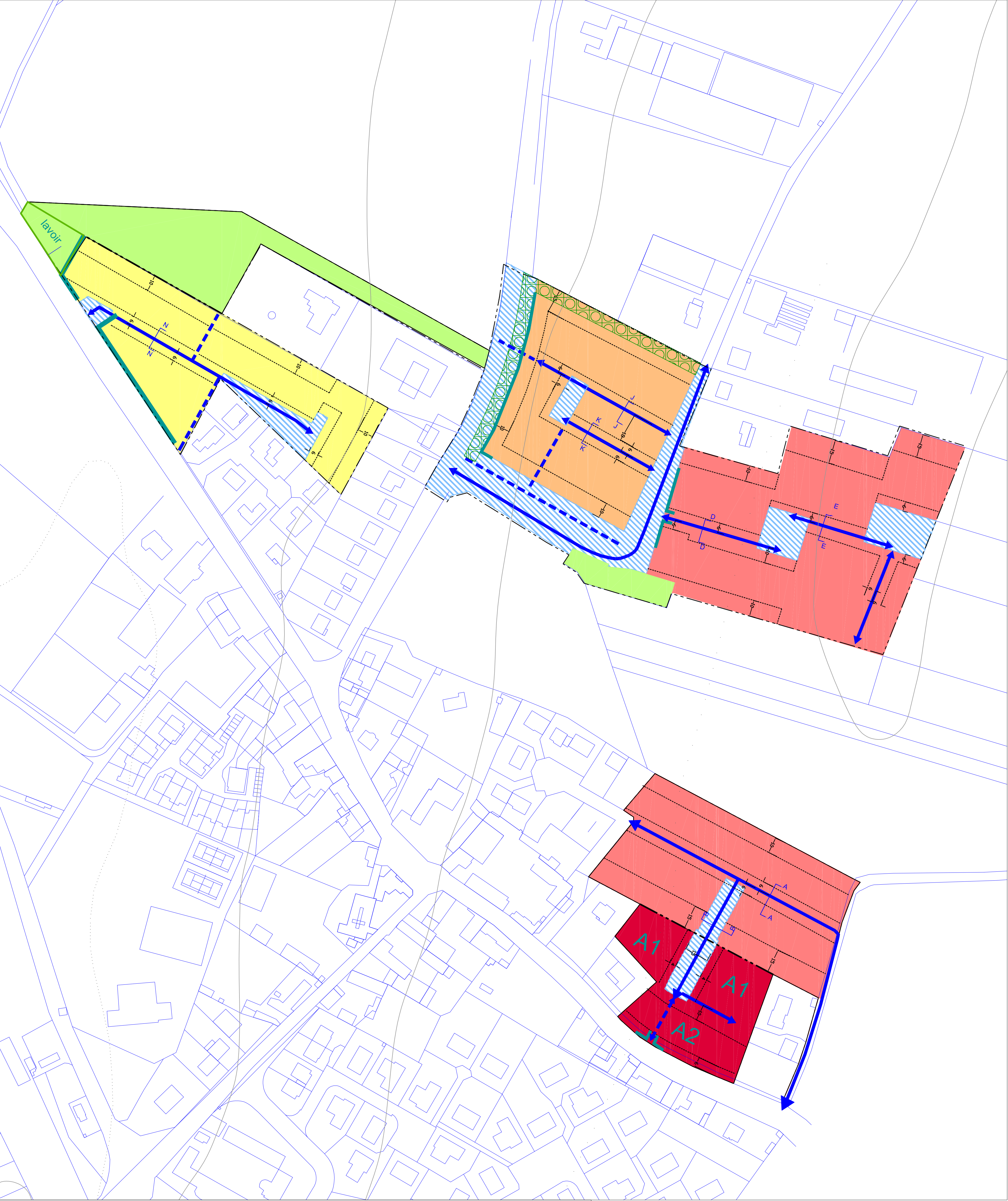
**6 Autres délibérations**  
*(permis de démolir, clôtures et taxe d'aménagement)*

---

## **ANNEXES DIVERSES**

### **1. ZAC de Brionne**





**DISPOSITIONS**  
**REGLEMENTAIRES**

- Zone a : maisons de ville (A1) SHON 1250 m² - H = 9 m (R+1)  
(A2) SHON 1170 m² - H = 10 m (R+1+C)
- Zone b : lots libres - Pépinières COS = 0,25 H = 9 m (R+C)
- Zone c : lots libres - Peupleraie COS = 0,25 H = 9 m (R+C)
- Zone d : lots libres - St Germain COS = 0,25 H = 9 m (R+C)
- Zone p : Emprises et ouvrages collectifs
- Zone n : espaces verts
- Espaces boisés classés
- A Coupes de voie
- Marges d'implantation des constructions

**ORIENTATIONS**  
**D'AMENAGEMENT**

- Angle fort et murs de clôtures
- Cheminement piétonniers
- Schéma de principe de voie principale

Communauté de Communes

de l'Essonne

Commune de

GOMETZ-LA-VILLE

Maire de

Gometz-la-Ville

Place de la Mairie

91400

GOMETZ-LA-VILLE

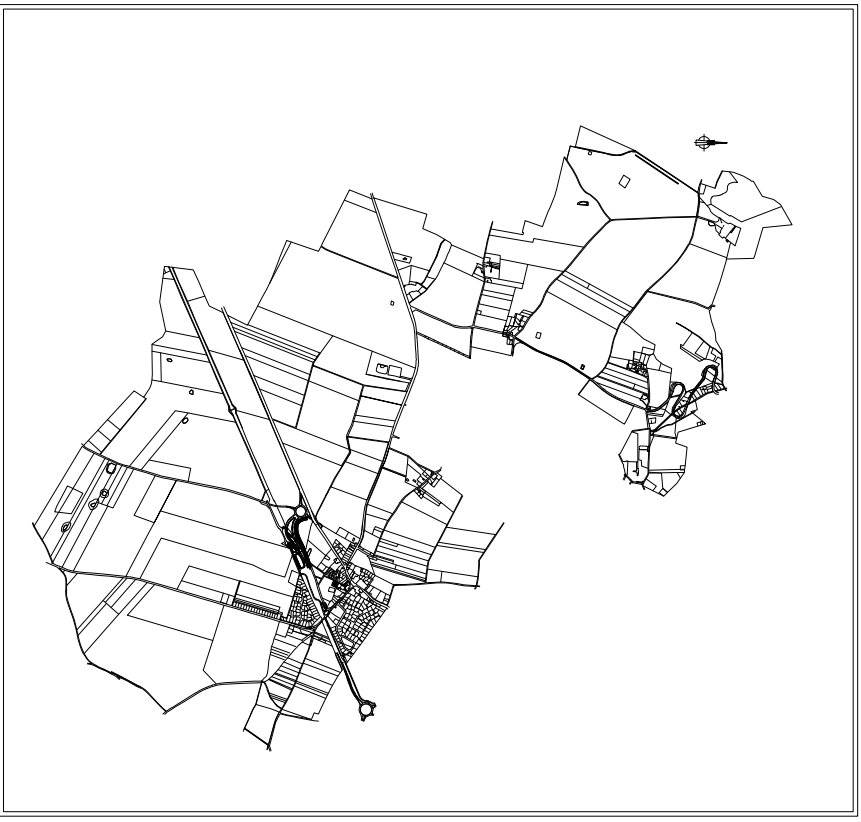
P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme

MODIFICATION n°1

Document approuvé en conseil municipal du 13

Décembre 2011



Détail sur la zone  
AU habitat  
(ZAC de Brionne)  
Echelle : 1 / 1250 ème

## ANNEXES DIVERSES

### 2. Classement des infrastructures terrestres génératrices de nuisances sonores



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE L'ESSONNE**

**Direction Départementale  
de l'Équipement**

---

**ARRETE N°2005-DDE-SEPT-085 DU 28 FEVRIER 2005  
relatif au classement sonore du réseau routier départemental dans  
différentes communes du département de l'Essonne et aux modalités  
d'isolement acoustique des constructions en découlant**

**Le Préfet de l'Essonne  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R 111-4-1 et R 111-23-2,  
VU le code de l'environnement, et notamment son article L 571-10,  
VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R 123-13, R 123-14 et R 123-22,  
VU le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,  
VU le décret n°95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,  
VU l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,  
VU l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,  
VU l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé,  
VU l'arrêté interministériel du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels,  
VU les résultats des études de la Direction Départementale de l'Équipement de l'Essonne,  
VU les avis formulés par les communes sur le projet d'arrêté préfectoral,  
**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : Annulation de l'arrêté préfectoral n°86-1792 du 6 juin 1986**

L'arrêté ministériel du 6 octobre 1978 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur, modifié par arrêté interministériel du 23 février 1983 a été remplacé par l'article 13 de la loi Bruit n°92-1444 du 31 décembre 1992 transformé en l'article L 571-10 du Code de l'Environnement.

En conséquence, le classement sonore du réseau routier départemental de l'Essonne doit être mis à jour.

L'arrêté préfectoral n° 86-1792 du 6 juin 1986 est donc annulé en ce qu'il concerne le réseau routier départemental et remplacé par le présent arrêté.

## **ARTICLE 2 : Objet**

Le réseau routier départemental est classé, vis à vis du bruit, en cinq catégories.

Ce classement est applicable aux infrastructures existantes ainsi qu'à certains projets du Schéma Directeur de la Voirie Départementale de l'Essonne 2015, adopté en assemblée du Conseil Général de l'Essonne le 22 juin 2000.

## **ARTICLE 3 : Classement sonore**

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de l'ESSONNE aux abords des infrastructures de transports terrestres du réseau routier départemental listées en annexe 1 et repérées en annexe 3.

L'annexe 1 indique, pour chacune des communes concernées et pour l'infrastructure ou le tronçon d'infrastructure mentionné, le classement dans l'une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure ou du tronçon d'infrastructure, ainsi que le type de tissu urbain.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance comptée de part et d'autre de l'infrastructure à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

L'annexe 2 indique les départements limitrophes concernés par des infrastructures ou tronçons d'infrastructure classés au titre du présent arrêté et situés sur le territoire du département de l'Essonne.

L'annexe 3 présente la carte de repérage du classement figurant à l'annexe 1.

## **ARTICLE 4 : Isolement acoustique minimum**

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 3 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les établissements d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 et 9 de l'arrêté du 25 avril 2003 susvisé.



Pour les établissements de santé, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 7 et 8 de l'arrêté du 25 avril 2003 susvisé.

Pour les hôtels, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 7 de l'arrêté du 25 avril 2003 susvisé.

Des copies des arrêtés du 25 avril 2003 et du 30 mai 1996 ainsi que des extraits du code de l'environnement et des décrets 95-20 et 95-21 du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté (annexe 4).

#### **ARTICLE 5 : Niveaux sonores**

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit des infrastructures du réseau routier départemental tels que définis à l'article 3 sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

#### **ARTICLE 6 : Prise en considération dans les documents d'urbanisme**

Les maires ont l'obligation de faire figurer dans les documents d'urbanisme de leur commune les dispositions du présent arrêté. Ils devront donc reporter dans les annexes informatives du Plan d'Occupation des Sols, du Plan Local de l'Urbanisme et du Plan de Sauvegarde et de mise en valeur de leur commune les secteurs affectés par le bruit des infrastructures du réseau routier départemental tels que définis en annexe 1.

Ces reports seront effectués sans délai par arrêté de mise à jour.

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, les dispositions du présent arrêté seront prises en compte pour la délivrance des certificats d'urbanisme et des permis de construire.



## **ARTICLE 7 : Publicité**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne et mention en sera faite en caractères apparents dans les deux journaux ci-après désignés :

- Le Parisien ;
- Le Républicain.

Il fera l'objet d'un affichage durant une période d'un mois minimum dans les mairies des communes de l'Essonne suivantes :

ABBEVILLE LA RIVIERE ; ANGERVILLIERS ; ARPAJON ; ATHIS MONS ; AUVERNAUX ; AVRAINVILLE ; BALLAINVILLIERS ; BALLANCOURT SUR ESSONNE ; BAULNE ; BIEVRES ; BOISSY LA RIVIERE ; BOISSY SOUS ST YON ; BONDOUFLE ; BOULLAY LES TROUX ; BOURAY SUR JUINE ; BOUSSY SAINT ANTOINE ; BOUVILLE ; BRETIGNY SUR ORGE ; BREUILLET ; BREUX JOUY ; BRIERES LES SCELLES ; BRIIS SOUS FORGES ; BRUNOY ; BRUYERES LE CHATEL ; BURES SUR YVETTE ; CERNY ; CHALO SAINT MARS ; CHAMPCUEIL ; CHAMPLAN ; CHEPTAINVILLE ; CHEVANNES ; CHILLY MAZARIN ; CORBEIL-ESSONNES ; COURANCES ; COURCOURONNES ; COURSON-MONTELOUP ; CROSNE ; DOURDAN ; DRAVEIL ; ECHARCON ; EGLY ; EPINAY SOUS SENART ; EPINAY SUR ORGE ; ETAMPES ; ETIOLLES ; ETRECHY ; EVRY ; FLEURY MEROGIS ; FONTAINE LA RIVIERE ; FONTENAY-LES-BRIIS ; FONTENAY LE VICOMTE ; FORGES LES BAINS ; GIF SUR YVETTE ; GOMETZ LA VILLE ; GOMETZ LE CHATEL ; GRIGNY ; GUIBEVILLE ; IGNY ; ITTEVILLE ; JANVILLE SUR JUINE ; JANVRY ; JUVISY SUR ORGE ; LA FERTE ALAIS ; LA NORVILLE ; LA VILLE DU BOIS ; LARDY ; LE COUDRAY MONTCEAUX ; LE PLESSIS PATE ; LES GRANGES LE ROI ; LES MOLIERES ; LES ULIS ; LEUDEVILLE ; LIMOURS ; LISSES ; LONGJUMEAU ; LONGPONT SUR ORGE ; MAISSE ; MARCOUSSIS ; MAROLLES-EN-HUREPOIX ; MASSY ; MENNECY ; MILLY LA FORET ; MONDEVILLE ; MONTGERON ; MONTLHERY ; MORANGIS ; MORIGNY CHAMPIGNY ; MORSANG SUR ORGE ; NOZAY ; OLLAINVILLE ; ONCY SUR ECOLE ; ORMOY ; ORMOY LA RIVIERE ; ORSAY ; PALAISEAU ; PARAY VIEILLE POSTE ; QUINCY SOUS SENART ; RIS ORANGIS ; ROINVILLE SOUS DOURDAN ; SACLAS ; SACLAY ; SAINT AUBIN ; SAINT CHERON ; SAINT CYR LA RIVIERE ; SAINT CYR SOUS DOURDAN ; SAINTE GENEVIEVE DES BOIS ; SAINT GERMAIN LES ARPAJON ; SAINT GERMAIN LES CORBEIL ; SAINT HILAIRE ; SAINT JEAN DE BEAUREGARD ; SAINT MAURICE MONTCCOURONNE ; SAINT MICHEL SUR ORGE ; SAINT PIERRE DU PERRAY ; SAINT VRAIN ; SAINT YON ; SAULX LES CHARTREUX ; SAVIGNY SUR ORGE ; SERMAISE ; SOISY SUR ECOLE ; TIGERY ; VALPUISEAUX ; VARENNES JARCY ; VAUHALLAN ; VERRIERES LE BUISSON ; VERT LE GRAND ; VERT LE PETIT ; VIGNEUX SUR SEINE ; VILLABE ; VILLEBON SUR YVETTE ; VILLEJUST ; VILLEMOISSON SUR ORGE ; VILLIERS LE BACLE ; VILLIERS SUR ORGE ; VIRY CHATILLON ; WISSOUS ; YERRES

## **ARTICLE 8 : Date d'application**

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

## **ARTICLE 9 : Mise à disposition du public**

Le présent arrêté ainsi que ses annexes sera mis à la disposition du public dans les lieux suivants :

- Préfecture de l'ESSONNE, Direction des Actions Interministérielles, boulevard de France, 91010 EVRY CEDEX.

- Sous-Préfecture d'EVRY, 7 rue Lafayette, 91108 - CORBEIL-ESSONNES CEDEX

- Sous-Préfecture d'ETAMPES, 4 rue Van Loo, 91152 ETAMPES CEDEX

- Sous-Préfecture de PALAISEAU, Avenue du Général de Gaulle, 91125 - PALAISEAU CEDEX

- Direction Départementale de l'Equipeement de l'Essonne,

- Services SEPT, Boulevard de France, 91012 - EVRY CEDEX

- Service d'Aménagement Territorial Nord, 22 avenue du 8 mai 1945, 91125 - PALAISEAU CEDEX

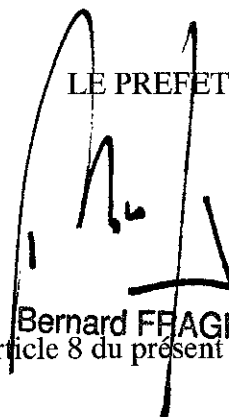
- Service d'Aménagement Territorial Sud, 25 route d'Egry, 91290 - ARPAJON

et dans toutes les mairies des communes concernées mentionnées à l'article 7.

## **ARTICLE 10 : Exécution**

Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, les Sous-Préfets d'EVRY, d'ETAMPES et de PALAISEAU, Mesdames et Messieurs les Maires des communes concernées, Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de l'Essonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET,



Bernard FRAGNEAU

Les documents annexés sont consultables aux lieux mentionnés à l'article 8 du présent arrêté.

## ANNEXE 1

### Tableaux du classement sonore du réseau routier départemental de l'Essonne

PRÉFECTURE DE L'ESSONNE  
Direction des Actions Interministérielles,  
Vu pour être annexé à l'arrêté n°  
de ce jour  
A Evry, le  
Le Préfet,



Bernard FRAGNEAU



## **ANNEXES DIVERSES**

# **3. Droit de Préemption Urbain**





## EXTRAIT DU REGISTRE

## DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



Date de convocation

8 Février 2004

Date d'affichage

11 Février 2004

NOMBRE DE CONSEILLERS

En exercice 15

Présents 11

Votants 15

L'an deux mil quatre le dix février à vingt heures quarante cinq, les membres du Conseil Municipal légalement convoqués se sont réunis dans la salle du Conseil en séance publique ordinaire sous la présidence de Bernard JACQUEMARD, Maire.

**Etaient présents :** B. JACQUEMARD, A. MAGOT, B. BOIVIN, A. MAZINGUE-DESAILLY, M. CLAIRAC, P. PERNON, D. DOUGLAY, M. BOULAY, A. SERRANO, M. THIERRY, E. HUOT-MARCHAND.

**Absents excusés :** J. L. FERRAY pouvoir à A. MAGOT  
A. BONDOIS pouvoir à D. DOUGLAY  
T. GUENDAFA pouvoir à A. MAZINGUE-DESAILLY  
Y. POMMIER pouvoir à B. JACQUEMARD

**OBJET**

Droit de Prémption Urbain Renforcé

Mme A. MAZINGUE-DESAILLY a été désignée secrétaire.

L'article L 211.1 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé, d'instituer un droit de préemption, sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future telles qu'elles sont définies au PLU.

Le Conseil Municipal par une délibération en date du 10 février 2004 a décidé d'instituer le Droit de Prémption Urbain sur les zones Urbaines et à urbaniser du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 février 2004.

Cependant, l'article L.211.4 du Code de l'Urbanisme permet de renforcer ce droit de préemption en étendant le champ d'application du DPU notamment aux lots de copropriété et aux immeubles construits il y a moins de 10 ans.

Compte tenu :

- des nombreux immeubles concernés dans le village à l'instar du secteur du Tabouret situé à proximité du cœur de ville et des équipements sportifs, ou des anciens corps de fermes reconvertis ou en cours de mutation (Ferme de Voisin...)
- des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durable et notamment de la volonté de renforcer les réseaux de circulations douces et de créer un véritable cœur de village tout en maîtrisant les extensions du village
- de la volonté de renforcer les réseaux et l'équipement des hameaux, inscrite dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Il serait souhaitable d'instituer le Droit de Prémption Renforcé sur les zones :

**UA**, constituant le cœur du village et comportant un grand nombre de constructions en copropriété ou enclines à le devenir.

**UB**, constituant la majorité des secteurs du village développés plutôt récemment (année 80 à 2000).

**UH**, afin de favoriser la mise en place de dispositifs d'équipements et de modernisation des réseaux sur les hameaux.

**UI**, afin de promouvoir les activités économiques

**AU** Habitat, **AUI**, **AUB** sur les opérations de constructions prévues à court et moyen terme et dans lesquelles des copropriétés sont prévues (**AU a** ou **AUI a**)

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,**

**DECIDE** d'instituer un Droit de Prémption Urbain renforcé en application des dispositions de l'article L 211.4 du Code de l'Urbanisme sur les secteurs suivants et tel qu'il figure en annexe.

**PRECISE** que le Droit de Prémption Urbain renforcé entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- le Parisien
- le Républicain

Le périmètre d'application du DPU renforcé sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article L 123.22 du Code de l'Urbanisme.

Copie de la délibération et du plan annexé sera transmise à :

- Monsieur le Préfet
- Monsieur le Directeur départemental des services fiscaux
- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat, à la Chambre départementale notariale
- Au barreau constitué près du tribunal de grande instance
- Au greffe du même tribunal

Le Maire,  
Bernard JACQUEMARD



**EXTRAIT DU REGISTRE****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation

8 Février 2004

Date d'affichage

11 Février 2004

NOMBRE DE CONSEILLERS

En exercice 15

Présents 11

Votants 15

**OBJET**

Droit de Prémption Urbain

L'an deux mil quatre le dix février à vingt heures quarante cinq, les membres du Conseil Municipal légalement convoqués se sont réunis dans la salle du Conseil en séance publique ordinaire sous la présidence de Bernard JACQUEMARD, Maire.

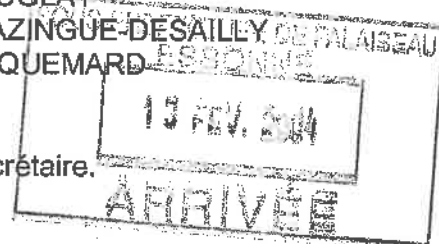
**Etaient présents :** B. JACQUEMARD, A. MAGOT, B. BOIVIN, A. MAZINGUE-DESAILLY, M. CLAIRAC, P. PERNON, D. DOUGLAY, M. BOULAY, A. SERRANO, M. THIERRY, E. HUOT-MARCHAND.

**Absents excusés :** J. L. FERRAY pouvoir à A. MAGOT

A. BONDOIS pouvoir à D. DOUGLAY

T. GUENDAFI pouvoir à A. MAZINGUE-DESAILLY

Y. POMMIER pouvoir à B. JACQUEMARD



Mme A. MAZINGUE-DESAILLY a été désignée secrétaire.

L'article L 211.1 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé, d'instituer un droit de préemption, sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future telles qu'elles sont définies au PLU.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement ou d'ouvrages collectifs par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations.

Afin d'exercer cette possibilité sur l'ensemble des zones bâties ou à bâtir du village et des hameaux, le Conseil Municipal souhaiterait instituer le Droit de Prémption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser telles qu'elles sont définies dans le PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal du 10 février 2004.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire :

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,**

**DECIDE** de modifier le périmètre d'application du Droit de Prémption Urbain (DPU) sur les secteurs suivants et tels qu'ils figurent au plan annexé à la présente :

- zones Urbaines : UA, UB, UH, UI, UL
- zones à urbaniser : AU Habitat, AUI, AUB

**PRECISE** que le Droit de Prémption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- le Parisien
- le Républicain

Le périmètre d'application du DPU sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article L 123.22 du Code de l'Urbanisme.

Copie de la délibération et du plan annexé sera transmise à :

- Monsieur le Préfet
- Monsieur le Directeur départemental des services fiscaux
- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat, à la Chambre départementale notariale
- Au barreau constitué près du tribunal de Grande Instance
- Au greffe du même tribunal

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en Mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L 123.13 du Code de l'Urbanisme.

Le Maire,  
Bernard JACQUEMARD



## ANNEXES DIVERSES

### 4. Cheminements inscrits au PDIPR départemental

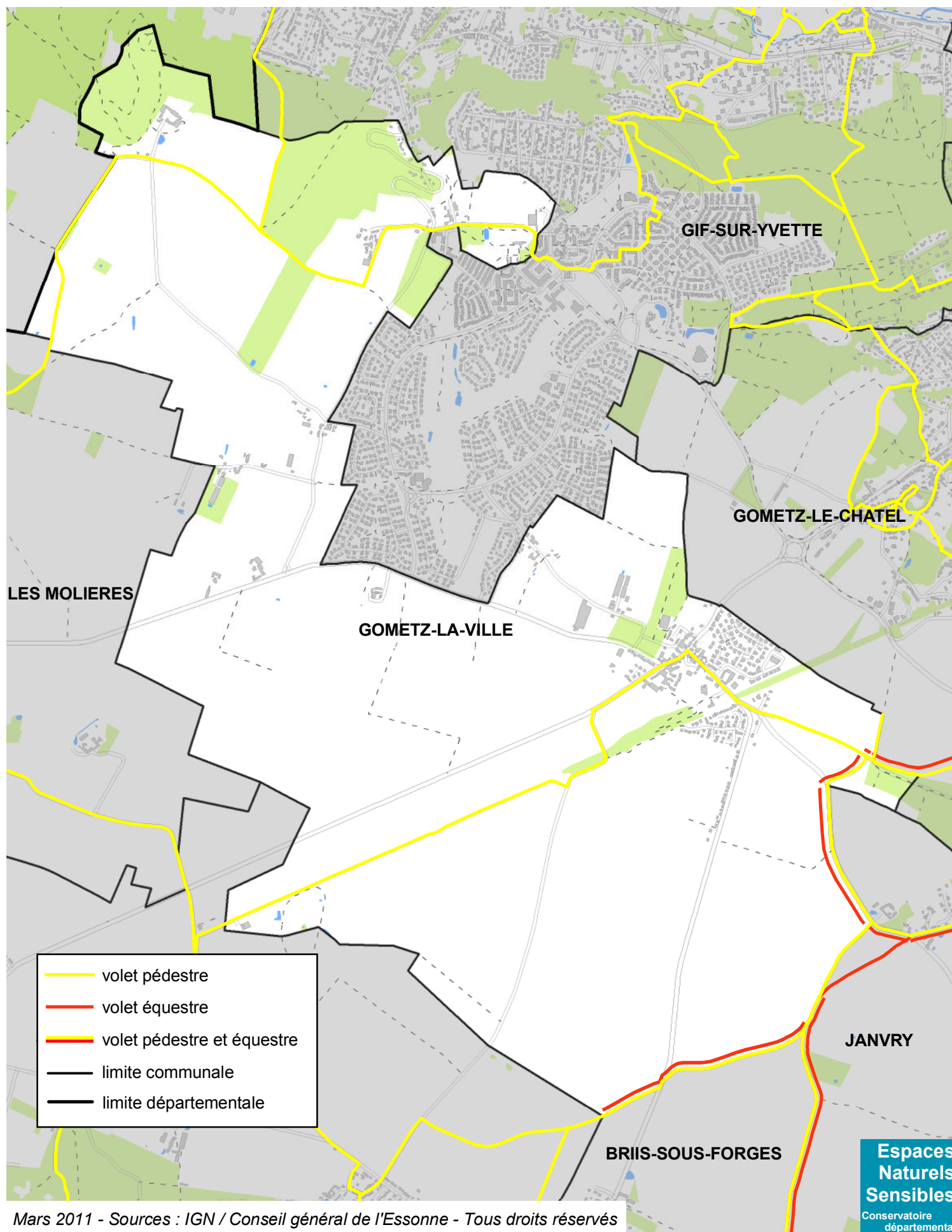


# CHEMINS INSCRITS AU PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE (PDIPR) Commune de GOMETZ-LA-VILLE

Date de délibération intercommunale : 13/05/2003

Date de délibération du CG 91 : 23/06/2003

0 250  
Mètres

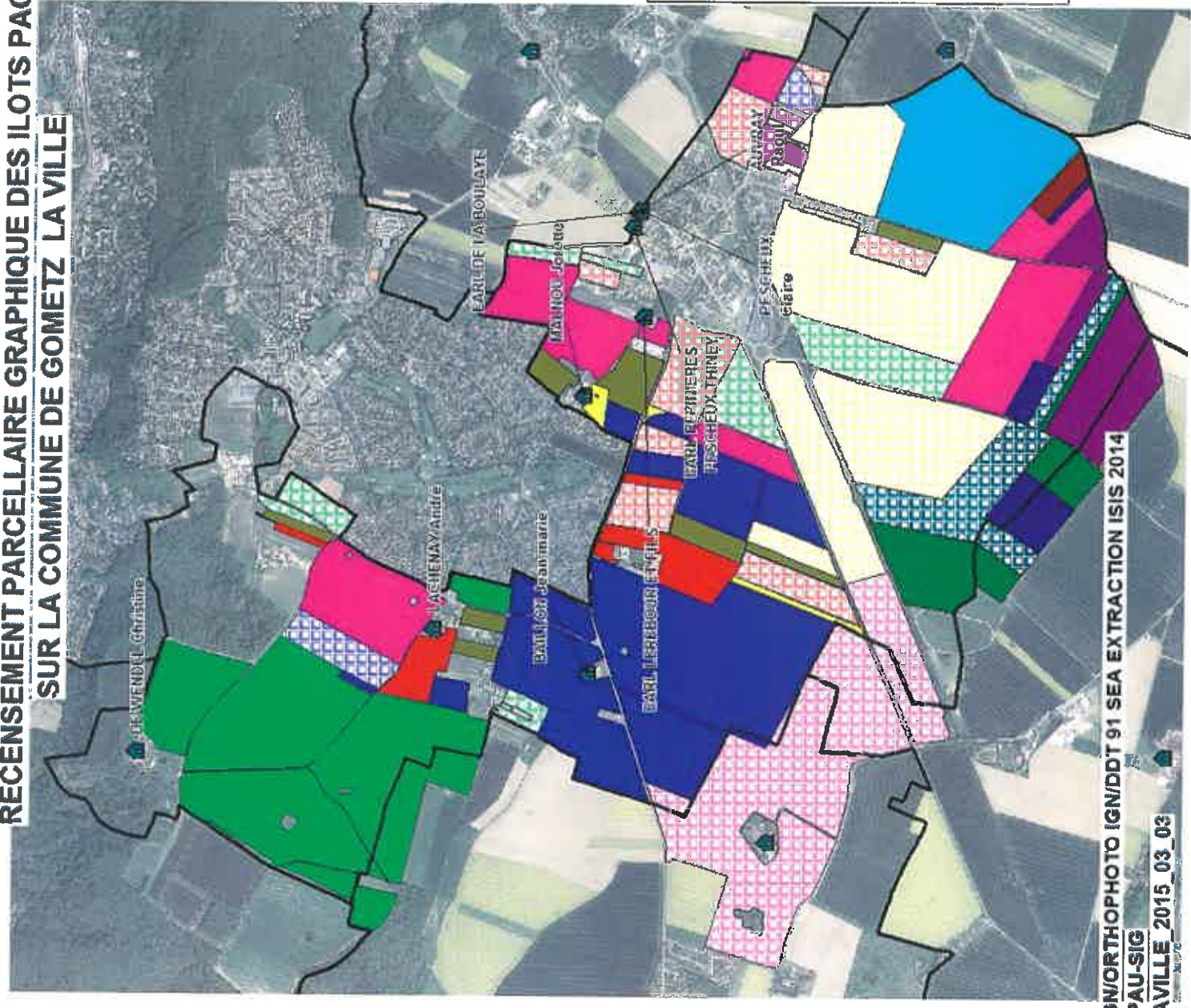


## ANNEXES DIVERSES

# 5. Recensement Parcellaire Graphique des exploitations agricoles




# RECENSEMENT PARCELLAIRE GRAPHIQUE DES ILOTS PAC SUR LA COMMUNE DE GOMETZ LA VILLE




SOURCES: BD CARTO IGN/ORTHOPHOTO IGN/DDT 91 SEA EXTRACTION ISIS 2014  
 RÉALISATION: DDT91-SPAU-SIG  
 FICHER: RPPGOMETZLAVILLE\_2015\_03\_03


## GOMETZ LA VILLE



Ilots déclarés à la politique agricole commune européenne en 2014



Sièges d'exploitations sur la commune



Elevages et centres équestres

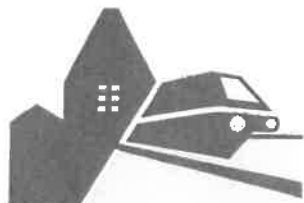


## ANNEXES DIVERSES

# 6. Autres délibérations

## EXTRAIT DU REGISTRE

## DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



GOMETZ-LA-VILLE

Date de convocation

5 Octobre 2007

Date d'affichage

11 Octobre 2007

NOMBRE DE CONSEILLERS

En exercice 15

Présents 12

votants 13

**OBJET**

Maintien du permis de  
démolir dans le cadre de la  
réforme de l'urbanisme

L'an deux mil sept le dix octobre à vingt heures quarante cinq, les membres du Conseil Municipal légalement convoqués se sont réunis dans la salle du Conseil en séance publique ordinaire, sous la présidence de Bernard JACQUEMARD, Maire.

**Etaient présents :** B. JACQUEMARD, B. BOIVIN, M. BOULAY, M. CLAIRAC, D. DOUGLAY, J. L. FERRAY, T. GUENDAGA, E. HUOT-MARCHAND, A. MAGOT, A. MAZINGUE-DESAILLY, Y. POMMIER, M. THIERRY.

**Absents excusés :** A. SERRANO pouvoir à M. THIERRY  
A. BONDOIS  
P. PERNON

Mme MAGOT a été désignée secrétaire.



Monsieur le Maire informe le Conseil que le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 et l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relatifs aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et en particulier son article 9, supprime l'obligation en matière de permis de démolir et la rend facultative.

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme ;
- **VU** l'Ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme ;
- **VU** le Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et en particulier son article 9 ;
- **CONSIDERANT** que le maintien du permis de démolir permet de sauvegarder les paysages urbains de la commune ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,**

**DECIDE** d'instaurer, sur l'ensemble de la commune, l'obligation en matière de demande de permis de démolir, conformément à l'article 9 du décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

Le Maire,

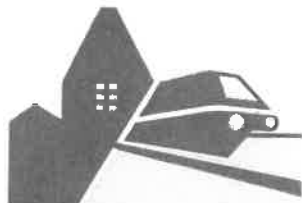
Bernard JACQUEMARD





## EXTRAIT DU REGISTRE

## DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



GOMETZ-LA-VILLE

Date de convocation

5 Octobre 2007

Date d'affichage

11 Octobre 2007

NOMBRE DE CONSEILLERS

En exercice 15

Présents 12

votants 13

**OBJET**

Institution de la déclaration préalable en matière de clôtures

L'an deux mil sept le dix octobre à vingt heures quarante cinq, les membres du Conseil Municipal légalement convoqués se sont réunis dans la salle du Conseil en séance publique ordinaire, sous la présidence de Bernard JACQUEMARD, Maire.

**Etaient présents :** B. JACQUEMARD, B. BOIVIN, M. BOULAY, M. CLAIRAC, D. DOUGLAY, J. L. FERRAY, T. GUENDAFI, E. HUOT-MARCHAND, A. MAGOT, A. MAZINGUE-DESAILLY, Y. POMMIER, M. THIERRY.

**Absents excusés :** A. SERRANO pouvoir à M. THIERRY  
A. BONDOIS  
P. PERNON



Mme MAGOT a été désignée secrétaire.

Monsieur le Maire informe le Conseil que le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 et l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relatifs aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et en particulier son article 9, supprime l'obligation déclarative en matière de clôtures et la rend facultative.

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme ;
- **VU** l'Ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme ;
- **VU** le Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et en particulier son article 9 ;
- **CONSIDERANT** que le maintien de la déclaration préalable en matière de clôture permet de favoriser la qualité des paysages urbains et d'informer les bénéficiaires de ces travaux sur leurs obligations relatives au respect des règles édictées dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,**

**DECIDE** d'instaurer, sur l'ensemble de la commune, la déclaration préalable en matière de clôtures, conformément à l'article 9 du décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

Le Maire,

Bernard JACQUEMARD





EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de convocation

7 septembre 2011

Date d'affichage

14 septembre 2011

NOMBRE DE CONSEILLERS

En exercice 13

Présents 10

Votants 13

**OBJET**

Taxe d'aménagement

L'an deux mil onze le treize septembre à vingt heures quarante cinq, les membres du Conseil Municipal légalement convoqués se sont réunis dans la salle du Conseil en séance publique ordinaire, sous la présidence de Bernard JACQUEMARD, Maire.

**Etaient présents :** B. JACQUEMARD, M. BOULAY, S. CHERUBIN, M. GIRARD, E. HUOT-MARCHAND, G. LEVIONNOIS, P. NGUYEN, C. NICOLLEAU, C. THEBAULT, M. THIERRY.

**Absents excusés :** A. MAZINGUE-DESAILLY pouvoir à M. THIERRY  
R. PESCHEUX pouvoir à B. JACQUEMARD  
A. SERRANO pouvoir à E. HUOT-MARCHAND

Madame E. HUOT-MARCHAND a été désignée secrétaire.

Monsieur le Maire informe le Conseil que dans le cadre de la réforme de la fiscalité de l'aménagement, un nouveau dispositif de taxation va être mis en place pour toutes les autorisations d'urbanisme déposées à compter du 1<sup>er</sup> mars 2012.

La Taxe d'Aménagement va remplacer la Taxe Locale d'Equipement (TLE) et les taxes qui lui étaient adossées ainsi que certaines participations d'urbanisme.

- VU l'exposé de Monsieur le Maire,

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

**DECIDE** d'instituer le taux de 5% sur l'ensemble du territoire communal.

**DIT** que la présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible.

Le Maire,

Bernard JACQUEMARD

